

*les syndicats CSC-Bruxelles et FGTB-Bruxelles,  
les entreprises et commerces de BECI,  
les membres du Réseau des Arts à Bruxelles et du Brussels  
Kunstenoverleg  
les comités d'habitants du BRAL et d'Inter-Environnement  
Bruxelles  
les initiateurs de l'Appel des Bruxellois « Nous existons ! » Aula  
Magna, bruXsel forum\* et Manifesto,*

**présentent une plate-forme commune pour l'avenir de la Région  
de Bruxelles**

*Bruxelles doit pouvoir évoluer au profit de tous ses citoyens*

## **Notre projet pour Bruxelles**

*Au moment où les structures de l'Etat fédéral belge sont remises en question  
et où le sort de la Région de Bruxelles reste très incertain,  
les représentants des organisations et des associations signataires de ce texte  
souhaitent exprimer des valeurs qu'ils défendent, la vision de l'avenir qu'ils  
partagent, les constats qu'ils établissent et les propositions qu'ils ont élaborées  
pour l'avenir de la Région bruxelloise et donc aussi pour la Belgique du 21<sup>ème</sup> siècle.*

### **Rappeler les principes fondateurs de la Cité**

*Nous souhaitons rappeler ici quelques principes qui sont à la base de notre projet.  
Ils sont le plus souvent issus de principes universels, européens ou nationaux :*

- l'égalité entre citoyens,
- la non-discrimination sur base des origines, de la langue, du sexe ou de la religion,
- la liberté de circulation des travailleurs,
- le droit à un logement décent, à un enseignement et à un environnement de qualité

*Nous voulons aussi favoriser la mixité sous tous ses aspects :*

- la mixité des quartiers et des fonctions dans la ville,
- la mixité sociale dans notre enseignement,
- la mixité sociale et professionnelle dans la création des emplois,
- la rencontre des cultures, fondements de notre Cité

### **Affirmer des valeurs bruxelloises**

Pour nous, Bruxelles doit être avant tout une ville démocratique et être capable d'assurer l'égalité des chances de ses citoyens. La ville est notre maison commune et doit être un creuset de diversité et de modernité, où la multiplicité des cultures est à la fois source de richesses et défis à relever. La créativité et l'efficacité doivent s'y marier à la tolérance et à la solidarité.

Fière de son histoire industrielle et sociale et de sa nouvelle vocation de services, Bruxelles doit proposer un projet d'avenir commun à l'ensemble des personnes qui ont choisi d'y vivre. Consciente des origines diverses de sa population métissée, notre ville souhaite cultiver les traits de caractère de ses habitants : la bonhomie, le sens de l'accueil et de l'auto dérision, aux antipodes des clichés réducteurs.

## Oser une vision pour l'avenir

*Nous avons une vision pour l'avenir de Bruxelles. Elle repose sur quatre piliers.*

1. Bruxelles est avant tout une **ville**. Elle doit développer un projet urbain ambitieux et fédérateur dans un réseau dense d'interactions entre individus. Un projet qui doit d'abord favoriser le bien-être de l'ensemble de ses habitants, issus des milieux sociaux les plus variés. Un projet qui entend aussi servir ses travailleurs, ses entrepreneurs, ses créateurs, ses investisseurs, ses visiteurs et ses étudiants de toutes origines.

2. Bruxelles est aussi une **Région**, située au cœur d'une **vaste aire métropolitaine**. C'est ainsi qu'elle génère une richesse économique qui va bien au-delà de ses frontières administratives, au profit de ses acteurs économiques et sociaux, mais aussi au profit des deux Régions voisines.

3. Bruxelles est aujourd'hui le visage humain de la **capitale de l'Europe**. Elle est consciente de la responsabilité de sa destinée historique et désire contribuer au rayonnement de l'Union européenne et de ses citoyens.

4. Bruxelles est enfin une « **petite ville mondiale** » qui doit s'insérer dans le réseau des villes internationales d'un monde globalisé. Elle doit se mettre au service de ceux qui aspirent à y développer leurs talents et à jouir d'une existence meilleure et qui contribuent ainsi à son assise, à son rayonnement et à sa dimension multiculturelle.

## Dresser des constats

*Au départ de nos divers champs d'observation, nous relevons les constats suivants :*

### **- Bruxelles est une ville paradoxale : elle est à la fois riche et pauvre**

Bruxelles - 1<sup>ère</sup> ville industrielle du pays jusque 1979 – a hérité d'une importante population ouvrière, phénomène largement sous-estimé. Les effets cumulés des mutations du marché du travail et de la désindustrialisation de l'économie urbaine ont laissé à la marge du progrès social et économique une large frange de cette population.

Or, Bruxelles n'a jamais offert autant d'emplois qu'aujourd'hui : **675 000 emplois** dont 55% sont occupés par des non-Bruxellois. Mais son taux de chômage est au plus haut : **19%** de la population active, **33%** de la population jeune.

Bruxelles produit **19% du Produit intérieur brut belge** avec seulement **9,5%** de sa population. Ceci lui vaut la **3<sup>ème</sup> place** dans le classement européen des villes les plus riches. Dans le même temps **30%** de sa population vit **sous le seuil de pauvreté**.

Les revenus déclarés à Bruxelles ne cessent de **baïsser**, parce que de nombreux Bruxellois habitent en dehors de ses 19 communes et parce que de plus en plus de revenus très importants ne doivent pas faire l'objet d'une déclaration (notamment les fonctionnaires internationaux).

Les entreprises bruxelloises fournissent **34%** du rendement de l'**impôt des sociétés** en Belgique, et cela bien qu'un certain nombre migrent vers la périphérie.

Bruxelles accueille **quatre universités** complètes ou partielles et un très grand nombre de hautes écoles, mais elle déplore dans son enseignement primaire et secondaire l'**échec scolaire le plus élevé** du pays.

Grande créatrice de richesse socio-économique et culturelle (Bruxelles est la **1<sup>ère</sup> Région d'Europe** selon les termes du « European Competitive Index »), Bruxelles doit **supporter seule** une grande partie des coûts occasionnés par son rôle de capitale multiple, de plaque tournante de l'économie et de pôle culturel.

Alors que le rendement d'un euro investi à Bruxelles est clairement supérieur au rendement de tout euro investi ailleurs dans le pays, notre Ville-Région se voit refuser les moyens financiers qui profiteraient cependant à toutes les Régions du pays.

### ***- Bruxelles est une ville ouverte : elle rayonne et elle attire***

Bruxelles est le **2<sup>ème</sup>** centre de décision du monde après Washington, la **4<sup>e</sup>** ville de bureaux, la **5<sup>e</sup>** ville de congrès et la **6<sup>e</sup>** ville de foires et expositions d'Europe. Elle accueille la plus grande concentration de traducteurs-interprètes du monde.

Notre Ville-Région accueille tous les jours **365 000 navetteurs** qui viennent y travailler mais aussi **270 000** étudiants dont **un tiers vit en dehors de la Région**.

Les patients qui viennent se faire soigner à Bruxelles (notamment dans les trois hôpitaux universitaires) engendrent **2 500 000 journées d'hospitalisation** par an.

Les touristes et les visiteurs d'affaires passent **4 700 000 nuitées** par an dans nos hôtels.

Notre Ville-Région exerce le même pouvoir d'attraction sur les amateurs de culture, de sport, de délasserment et de gastronomie.

Les activités qui se déroulent sur le territoire de la Région bruxelloise génèrent une richesse dont **profitent aussi** largement **les deux autres Régions** belges (IPP, Isoc, TVA, cotisations ONSS, etc...).

« **Bruxelles** » est reconnue aujourd'hui comme une véritable marque qui revêt une valeur considérable dans la concurrence mondiale entre villes. Elle est un atout à valoriser.

### ***- Bruxelles est une ville en expansion : elle est jeune et multiculturelle***

Si la population de nos 19 communes est de **1 050 000** habitants, celle de la zone urbaine est de **1 300 000** et celle de son bassin d'emploi de **2 300 000** habitants.

La densité et l'étendue de cette agglomération ne cessent de **croître** en parallèle avec la population de la Région de Bruxelles-Capitale elle-même.

La pyramide des âges de Bruxelles est très différente de la Flandre et de la Wallonie, car elle connaît une proportion croissante de **jeunes**, nés à Bruxelles ou venus d'ailleurs.

Son taux de population étrangère s'établit à **26,9 %** (2006) - issue essentiellement de l'Union européenne - mais parmi sa population de nationalité belge se retrouvent aussi une forte proportion d'habitants fraîchement naturalisés belges. Il faut rappeler que Bruxelles accueille sur son territoire exigu 30% des populations d'origine étrangère du pays.

Bruxelles compte une centaine de milliers de personnes qui travaillent dans l'orbite européenne et 2/3 d'entre eux habitent la Région. Une centaine de milliers de personnes sans papiers cherchent aussi à Bruxelles un avenir fait d'opportunités.

La combinaison de ces chiffres explique pourquoi des personnes de **130 nationalités** vivent sur le territoire de Bruxelles où l'on parle pas moins de **170 langues**.

### ***- Bruxelles vit des tensions urbaines : les nuisances environnementales augmentent et la ville s'étale au-delà de ses frontières***

La qualité de l'air se dégrade régulièrement à Bruxelles et les pics de pollution s'y succèdent de plus en plus régulièrement. La pression automobile et les nuisances sonores - dues notamment à la proximité de l'aéroport et à son exploitation - ne cessent de croître et demeurent préoccupantes pour beaucoup de Bruxellois. Malgré ses nombreux espaces verts et une qualité de vie reconnue dans ses quartiers résidentiels aérés, Bruxelles est confrontée à une qualité de vie médiocre dans d'autres quartiers fragilisés.

Bruxelles manque de logements sociaux, conventionnés et moyens. Ce déficit constant empêche Bruxelles de renforcer sa densité de population. Cette faible densité appauvrit ses

noyaux commerciaux et ne lui permet pas d'accroître son assiette fiscale. Elle ne peut donc investir suffisamment dans les travaux d'utilité collective comme les transports publics. La mobilité à l'intérieur et autour de la ville est devenue problématique et menace de se détériorer encore si des mesures fortes et efficaces ne sont pas mises en œuvre rapidement.

## **Des propositions pour l'avenir de la Région de Bruxelles**

*C'est pour créer les conditions qui doivent permettre l'éclosion d'un véritable projet de ville que nous lançons cette série de 12 propositions. Elles répondent aux préoccupations des citoyens membres ou affiliés de nos organisations et associations.*

*Il reviendra aux décideurs politiques locaux et fédéraux d'y apporter les réponses institutionnelles les plus adéquates à la faveur de la réforme de l'Etat en cours d'élaboration.*

### **1. Une forte solidarité entre personnes et entre Régions**

Nous demandons le maintien d'une forte solidarité interpersonnelle dans le cadre d'un Etat fédéral modernisé qui s'appuie sur une coopération entre 3 Régions égales et responsables et qui permette notamment d'affronter les défis de la pauvreté et de la précarité à Bruxelles.

### **2. Un juste financement de la Région de Bruxelles**

Bruxelles veut rester solidaire de la Wallonie et de la Flandre. Une part importante de la richesse nationale produite à Bruxelles l'est d'ailleurs aussi grâce aux nombreux travailleurs venus des autres Régions. Mais le maintien à long terme des flux économiques en faveur des Régions partenaires de Bruxelles n'est possible que grâce à un meilleur financement de Bruxelles, loin cependant de toute notion de « juste retour ». La décision de faire correspondre frontière linguistique et frontière régionale prive notamment Bruxelles de l'impôt des personnes physiques d'un grand nombre de ses travailleurs qui résident en dehors de la frontière régionale. De même, Bruxelles est affectée, bien plus que toute autre Région, par l'impact de l'impôt foncier qui n'est que partiellement perçu sur les très nombreux bâtiments publics (« mainmorte ») installés dans notre Ville-Région. Nous demandons que le financement structurel de la Région soit revu en tenant compte des nombreux coûts et des manques à gagner auxquels elle doit faire face. Ses obligations de capitale multiple et les choix institutionnels passés mettent la Région de Bruxelles en difficulté et ne permettront pas la poursuite du développement du moteur économique de la Belgique.

### **3. Une « communauté urbaine » qui dépasse les frontières de la Région**

Nous demandons que le pouvoir politique développe les outils qui permettent d'assurer une meilleure gestion de matières trans-régionales, comme l'aménagement du territoire, la mobilité, la fiscalité locale des entreprises, l'emploi, la sécurité et l'environnement. A partir des initiatives prises dans les Euregios de Lille-Tournai-Kortrijk et de Liège-Aachen-Maastricht, la création d'une « communauté urbaine » gérée démocratiquement et adaptée aux réalités socio-économiques des communes concernées doit être recherchée.

### **4. Une Région responsable et des espaces communautaires ouverts,**

Nous demandons que l'autorité régionale dispose des moyens et compétences nécessaires pour mener une politique intégrée et efficace face aux défis majeurs que constituent sur son territoire les crises liées à la dualisation des quartiers, au chômage et à la formation.

Une coordination étroite et performante entre des compétences - tantôt communautaires (enseignement, matières personnalisables, culture) et tantôt régionales (aménagement du territoire, logement, mobilité..) - est indispensable à cet effet. Nous exigeons qu'elle soit mise en œuvre de toute urgence, quelles que soient les modalités organisationnelles ou institutionnelles impliquées.

Dans les matières « personnalisables », les politiques mises en œuvre à Bruxelles doivent dépasser les clivages linguistiques qui sont source d'inégalités de traitement et de

discrimination. Plus particulièrement, l'aide aux personnes, les activités sportives, les maisons de jeunes et les initiatives du monde socio-éducatif bruxellois doivent être des lieux privilégiés de rencontre entre les différentes communautés et cultures qui composent la Région. Les initiatives multilingues et intercommunautaires doivent être à la fois permises et stimulées.

Nous demandons tout particulièrement aux deux Communautés de se mettre d'accord pour favoriser davantage le dialogue intercommunautaire à Bruxelles et pour assurer une cohérence entre leurs activités de promotion propres à leur langue et celles organisées par la Région. Nous leur demandons aussi de mieux favoriser la mobilité transrégionale des travailleurs et des bénéficiaires des services non marchands dans les matières culturelles et personnalisables.

## **5. Un enseignement performant adapté à la situation de Bruxelles**

Pour permettre une égalité des chances de tous les jeunes bruxellois, il faut augmenter l'implication de la Région dans les politiques d'enseignement. Il faut favoriser les politiques croisées entre la Région et les Communautés et entre les deux Communautés sur le territoire bruxellois.

Trois défis sont à relever : la lutte contre la ségrégation scolaire, la revalorisation des métiers de l'enseignement, et le bilinguisme, voir le multilinguisme.

La Région doit soutenir une politique vigoureuse pour inverser la tendance pernicieuse du système d'enseignement en vigueur, qui creuse les inégalités entre établissements, crée des écoles « ghettos » et incite à la concurrence entre réseaux et établissements scolaires.

Avec une intensité variable entre réseaux des deux Communautés, les écoles dites « difficiles » sont aussi celles qui connaissent un manque cruel de professeurs qualifiés, voire une vraie pénurie d'enseignants.

Bruxelles doit pouvoir développer des pédagogies adaptées à la réalité sociale, démographique et culturelle de nombreuses écoles, qui s'écartent largement du modèle standard de l'enseignement organisé à ce jour dans les deux Communautés. Au niveau de l'école primaire, par exemple, l'effort de remédiation indispensable en direction des populations scolaires fragilisées doit être renforcé ; une aide supplémentaire doit être apportée pour améliorer l'apprentissage de la langue de l'enseignement. Le modèle finlandais peut être une source d'inspiration féconde pour redonner sens et fierté au métier d'enseignant ainsi que pour mettre en place un système de remédiation adapté et efficace.

Les pouvoirs organisateurs devraient aussi pouvoir mieux prendre en compte le souhait de nombreux Bruxellois de disposer d'un véritable enseignement multilingue, dès l'école primaire, pour répondre à la situation linguistique très particulière de Bruxelles. A cet égard la méthodologie des écoles européennes pourrait être une des pistes étudiées.

Les programmes scolaires doivent tenir compte de la réalité des emplois susceptibles d'être offerts aux jeunes Bruxellois.

## **6. Une gestion plus cohérente de la Cité**

Dans le cadre d'une subsidiarité bien réfléchie, nous plaçons pour que soit mise en place - après analyse approfondie - une répartition plus cohérente et efficace des compétences entre les dix-neuf communes bruxelloises et la Région. Ceci pour améliorer la gestion de la Cité, notamment en matière de mobilité, d'urbanisme, de propreté, de police, d'aide aux personnes et de fiscalité. A la lumière de cette éventuelle redistribution des compétences, les communes pourraient mieux assumer leurs missions dans une perspective de recomposition des politiques publiques, au plus près des réalités de vie des citoyens.

Nous souhaitons voire maintenues ou confortées les procédures de publicité et de consultation de la population, en particulier sur les études d'incidence et sur les grands projets de développement économique, culturel, touristique et d'infrastructure. De manière plus générale, nous voulons voir émerger une vision globale de la ville, associant de manière proactive à cette construction la population et les acteurs divers qui font la ville.

## **7. Un vrai projet culturel pour Bruxelles**

Nous exprimons le refus de vivre de façon fermée les uns par rapport aux autres et affirmons notre volonté de tisser des liens entre toutes les populations présentes à Bruxelles.

Pour réaliser le maillage culturel nécessaire, pour contribuer au développement socio-économique de la Ville-Région, pour acquérir le statut de capitale culturelle au même titre que Berlin, Barcelone ou Bilbao, Bruxelles a besoin d'un projet culturel ambitieux. Il doit être défendu aux niveaux communal, régional, communautaire et fédéral. Il doit être appuyé par une politique culturelle cohérente et fédératrice qui vise une concertation constructive entre les différents niveaux de pouvoir compétents à Bruxelles pour la culture et les matières afférentes.

Ce projet culturel doit être à l'image de la ville, c'est-à-dire ouvert sur une société cosmopolite où se côtoient des habitants de langues et de communautés différentes.

Nous demandons aussi le maintien du statut fédéral des institutions culturelles et des établissements scientifiques dont le caractère fédéral est actuellement reconnu.

### **8. Une ville plus ouverte et plus internationale**

Nous souhaitons que soient soutenues de manière active les cultures liées aux langues parlées par les personnes présentes sur le territoire bruxellois. Ceci vaut pour les langues nationales bien sûr, mais aussi pour toutes les autres langues parlées par les communautés significativement présentes à Bruxelles.

Partout où cela se justifie, le multilinguisme des services - plutôt que celui des individus - sera la réponse au caractère toujours plus international de notre ville où l'anglais devient une langue véhiculaire pour tous ceux qui ne maîtrisent ni le français, ni le néerlandais.

### **9. Une égalité des citoyens et le refus de toute discrimination**

Nous rappelons les principes d'égalité et de non-discrimination des citoyens et rejetons donc toute obligation de choix d'une sous-nationalité francophone ou flamande. Nous exprimons, au contraire, le désir de permettre aux Bruxellois qui le souhaitent d'obtenir une carte d'identité bilingue français/néerlandais.

Dans le souci de souder leur destinée régionale, tout en respectant les aspirations culturelles des uns et des autres, les Bruxellois doivent être libres de constituer des listes multilingues pour les élections régionales. Nous souhaitons aussi que soit octroyé le droit de vote aux résidents de nationalité étrangère pour les élections régionales. Ce droit de vote, offert notamment aux fonctionnaires européens, doit être associé à la nécessité d'une réflexion entre les institutions européennes et les pouvoirs publics belges sur le financement des infrastructures collectives mises à leur disposition à Bruxelles.

### **10. Un environnement activement protégé**

La recherche d'une solution aux problèmes d'environnement, qui ne connaissent pas de frontières, passe nécessairement par une coordination des politiques régionales.

Pour éviter l'étalement de la ville, et les problèmes d'environnement et de mobilité qui en découlent, il convient de favoriser la densification de la ville. Il faut stimuler la rénovation et la construction de logements à des prix accessibles, notamment à partir des trop nombreux terrains, immeubles et étages laissés inexploités.

Nous demandons aussi que soit levé le tabou d'un péage urbain, afin de pouvoir atteindre l'objectif de réduction de 20% de la pression de l'automobile sur Bruxelles inscrite dans le Plan Régional de Développement et dans la déclaration gouvernementale de 2004.

### **11. Une ville lisible et transparente**

De manière plus générale, nous demandons que soient revues toutes les institutions du pays, aujourd'hui multiples et complexes, dans l'intérêt de Bruxelles et de la Belgique.

Une telle évolution institutionnelle ne pourra advenir sans être précédée d'une réflexion approfondie, transparente, cohérente et responsable, dont les résultats doivent profiter à l'ensemble des citoyens du pays.

En attendant cette simplification, nous souhaitons que les communes se dotent d'un guichet unique capable d'informer le citoyen sur toutes les compétences, quels que soient ces niveaux de pouvoir.

### **12. Une autonomie constitutive de la Région de Bruxelles**

Enfin, il nous semble évident que la Région de Bruxelles-Capitale doit bénéficier d'un niveau d'autonomie constitutive, équivalente à celui qui est ou pourrait être octroyé aux deux autres Régions.